La crise, une chance

Partage international nº 251 – Juillet 2009

par David Korten

Au lieu d'essayer de sauver Wall Street, construisons plutôt une nouvelle économie qui mette l'argent et les affaires au service des hommes et de la planète, et non le contraire. Que ce soit la providence ou un coup de chance, nous devrions nous réjouir de ce que le krach financier nous frappe avant le pire du réchauffement climatique ou du pic pétrolier. Aussi éprouvant que cet effondrement économique puisse être, il nous donne le temps d'édifier une nouvelle économie au service de la vie plutôt que de l'argent. Il révèle le fait que le système financier actuel a conduit notre mode de vie et les systèmes naturels au bord de l'abîme.

Le monde de la stabilité financière, de l'environnement durable, de la justice économique et de la paix que veulent la plupart des personnes mentalement saines est possible si nous remplaçons un système opératoire défectueux pour lequel l'argent est la seule valeur, qui cherche à monétariser toutes les relations et jette tous les hommes dans une compétition effrénée pour la domination.

Du pouvoir économique au chaos

Il n'y a pas si longtemps, on racontait comment les maîtres argentiers de Wall Street avaient découvert le secret leur permettant de créer sans limite de la richesse grâce à des tactiques financières exotiques qui éliminaient le risque et la charge de devoir produire quoi que ce soit de réelle valeur. Dans une expérience audacieuse d'ingénierie sociale, les intérêts capitalistes[1] ont fait le forcing pour infléchir la politique économique et faire de la finance le secteur clé de l'économie américaine et la concentration des fortunes privées la priorité numéro un.

Les intérêts capitalistes ont imposé au gouvernement un programme qui diminue fortement les impôts sur les hauts revenus, c'est-à-dire qui privilégie ceux issus de la spéculation financière à ceux tirés de l'économie réelle ; un programme qui fait des coupes claires dans tout ce qui touche à la solidarité nationale tire les salaires à la baisse, privatise les actifs publics, délocalise les emplois et les capacités industrielles et ouvre la voie à la détérioration des infrastructures publiques. Les instigateurs de cette politique visent un monde dans lequel les Etats-Unis domineraient l'économie mondiale en se spécialisant dans la création de monnaie, le marketing et la consommation de produits importés par les autres pays. Conséquence prévisible, l'activité industrielle américaine a chuté de 27 % du Produit national brut (PNB) en 1950 à 12 % en 2005, tandis que les services financiers passaient de 11 à 20 %. De 1980 à 2005, la catégorie fiscale composée du 1 % des revenus les plus élevés des Etats-Unis a vu sa part dans le revenu imposable national passer de 9 à 19 %, la plus grande partie de cette augmentation se concentrant dans le 1/10e supérieur de ce 1 %. Les exportations du pays ont été inférieures aux importations, avec un déficit commercial annuel de plus de 750 milliards de dollars financé par l'augmentation de la dette extérieure.

Ce qu'on ne trouve pas dans les rapports des experts de Wall Street, c'est cette constatation inspirée par le bon sens qu'une économie basée sur une richesse fantôme ne saurait durer. Les actifs illusoires assis sur des bulles financières, sur l'abus de pouvoir de banques de créer du crédit (de la monnaie) à partir de rien, sur le démembrement d'entreprises, des cotes de crédit sans fondement et le *creative accounting* [latitude comptable laissée aux entreprises pour dégager un résultat plus flatteur], ont conduit à un effondrement financier, social et environnemental, avec augmentation massive du chômage et baisse des salaires, tout en continuant à pousser les gens à consommer toujours plus, quitte à entrer dans la spirale du surendettement.

Un système défectueux

Le système d'exploitation de notre économie fantôme a été écrit par et pour les intérêts de Wall Street, avec pour seul objectif d'enrichir les riches, notamment en mettant de l'argent bon marché à la disposition de spéculateurs occupés à augmenter les bulles financières et à financer d'autres arnaques prédatrices. Ce qui eut pour résultat de limiter et de rendre plus cher l'argent utilisable par les acteurs de l'économie réelle et de pousser les membres productifs de la société à s'endetter auprès des improductifs.

L'argent, l'ultime objet de culte des sociétés modernes, est le plus mystérieux des artefacts humains : un nombre magique qui n'existe que dans l'esprit de l'homme. C'est pourtant devenu l'arbitre suprême de la vie – qui décide de qui vivra dans une grande opulence tel un îlot au milieu de la rareté et de la pénurie ou bien mourra de faim au milieu de la prospérité et de l'abondance.

La monétarisation des relations – qui remplace la solidarité par l'argent après en avoir fait le premier moyen d'échange – accélérée après la Seconde Guerre mondiale avec la croissance du PNB (en fait la croissance des résultats de la monétarisation des relations), est devenue la norme standard pour l'évaluation de l'efficacité économique. Le travail de la mère qui s'occupe avec amour de son enfant ne compte pour rien. En revanche, une mère qui confie, moyennant salaire, son enfant à quelqu'un de son voisinage devient soudain « économiquement productive ». D'où l'apparition d'une politique publique de monétarisation tournée vers la création d'une richesse fantôme, d'argent, aux dépens de l'économie réelle.

Dans l'économie actuelle, pratiquement toutes les relations essentielles à la vie dépendent de l'argent. Cela donne un pouvoir décisif de plus à ceux qui en contrôlent la création et la distribution.

Voici cinq traits nocifs du système monétaire actuel :

1. Le contrôle par des banques privées, œuvrant principalement au bénéfice de leur direction et de leurs actionnaires, de la création et de la distribution de la monnaie.
2. La dette qui accompagne cette création d'argent [« l'argent-dette »], création qui se fait lors de l'accord d'un prêt par le banquier, exige une croissance économique sans fin afin de créer suffisamment de demande de nouveaux prêts. Ces nouveaux prêts et leurs intérêts créeront l'argent nécessaire pour honorer les intérêts des prêts précédemment accordés. Le fait que pratiquement chaque dollar en circulation est associé à une dette vis-à-vis des banquiers et de leurs investisseurs garantit à ces derniers une augmentation exponentielle de leur richesse.
3. Le pouvoir de contrôler la masse monétaire et ses circuits est concentré et centralisé dans un système étroitement imbriqué de corporations bénéficiaires privées qui opèrent en secret, à l'abri de la vigilance publique, et avec la connivence de la Réserve fédérale.
4. La Réserve fédérale se présente comme une institution publique, responsable de la bonne marche de l'économie et de la finance, mais elle n'a de comptes à rendre qu'à elle-même, elle est avant tout au service des principales banques de Wall Street, et favorise systématiquement les intérêts des rentiers et des spéculateurs aux dépens de ceux qui vivent du produit de leur labeur.
5. L'absence d'un contrôle régulateur, qui revient à laisser carte blanche aux joueurs à chaque niveau du système, pour prendre des décisions à haut risque, amasser des plus-values généreuses sur des profits fantômes et transférer le risque de leurs opérations sur d'autres acteurs économiques ou financiers.

Nous savons tous les conséquences qui peuvent découler de l'opacité dans les activités politique et économique. C'est pourquoi le nouveau système doit être ouvert à la vigilance citoyenne et au contrôle démocratique. La mondialisation et le capitalisme dans sa forme la plus dure ont érodé les liens communautaires et créé de vastes fossés entre les plus riches et les plus pauvres. Le nouveau système doit impérativement s'enraciner dans de fortes communautés de vie et distribuer les richesses équitablement.

Notre environnement et nos infrastructures ont payé un terrible prix pour avoir cru que les intérêts privés doivent toujours prévaloir sur ceux du domaine public. Tout système viable doit se fonder sur un équilibre entre l'équilibre public et les intérêts privés. C'est la spéculation sans frein qui est à l'origine de la crise actuelle. La société est bien mieux servie par un système qui donne la priorité au travail et à l'investissement productifs, et qui limite la spéculation et supprime l'inflation sous toutes ses formes, y compris les bulles financières.

Cinq pistes pour en sortir

1. *De l'argent créé par l'Etat*. Il est urgent que le gouvernement fasse quelque chose pour assurer des emplois payés décemment, pour reconstruire les infrastructures publiques et restaurer la productivité nationale. Mais il serait absurde que le gouvernement finance ces mesures en empruntant de l'argent créé par ces mêmes banques privées qui sont à l'origine de ce bourbier financier. Au lieu de ça, le gouvernement peut et devrait créer une monnaie libre de dette pour financer le redémarrage de l'économie réelle et financer d'autres besoins collectifs. Correctement administré, cet argent irriguerait les entreprises locales et aiderait à revitaliser les économies de marché *Main Street* [par

opposition à Wall Street, consacrée aux intérêts privés] engagées dans la production de richesse réelle.

2. *Un système bancaire communautaire ou collectif*. Avec le renflouement, le gouvernement achète des participations dans les banques en faillite de Wall Street dans l'espoir de les revendre finalement à des intérêts privés. Mais pour l'instant, cet argent a disparu, ou a été employé à des acquisitions, à payer les bonus versés aux cadres supérieurs ou à refaire les bureaux et à régler des factures de vacances fictives. Il n'a donc eu aucun effet notable sur l'apurement des dettes.

   Mieux vaudrait, comme le recommandent de nombreux économistes, que les banques en faillite soient placées sous administration gouvernementale. Outre la vente et la distribution d'actifs pour satisfaire les réclamations de leurs créanciers, il faudrait les démanteler et vendre leurs filiales locales à des investisseurs locaux. Il faudrait donner à ces banques d'un genre nouveau, communautaires [au sens d'organes financiers d'une communauté de vie, comme une ville], ainsi qu'aux institutions d'épargne, des statuts qui garantissent, dans le cadre d'une stricte régulation, qu'elles serviront les intérêts de *Main Street* en fournissant les services bancaires de base comme le prêt aux entrepreneurs locaux, aux marchands, aux agriculteurs et aux propriétaires.

3. *Investir dans l'économie réelle*. Les jeux d'argent devraient rester confinés dans les seuls casinos ayant licence. Contrairement à ce que prétend Wall Street, la spéculation financière ne crée par de richesse réelle, ne sert pas l'intérêt public. Il faut donc tout faire pour la décourager. Taxer l'achat et la vente d'instruments financiers, par exemple, et imposer une surtaxe sur les bénéfices des capitaux à court terme. Interdire légalement de vendre, d'assurer ou d'emprunter en échange d'un actif dont on n'est pas propriétaire, ou d'émettre des titres qui ne soient pas adossés à un actif réel.

   Il faudrait rediriger l'argent utilisé dans la spéculation vers des investissements productifs qui créent de la richesse réelle et permettent la satisfaction de nos besoins essentiels d'une manière responsable, équitable et durable – comme de favoriser le développement des technologies vertes et l'instauration de cycles de production à boucle fermée [i-e rétroactif : produire et consommer le plus possible localement]. On peut commencer en éliminant les subventions pour les combustibles carbonés et taxer les émissions de gaz à effet de serre. On pourrait également revoir les accords de commerce pour pousser les Etats à faire preuve d'une plus grande responsabilité pour tout ce qui touche à la stabilité et la sécurité économiques mondiales, en particulier en mettant en place des politiques alimentaires et énergétiques autocentrées [à boucle fermée] et durables, et de maintenir leurs balances commerciales équilibrées. Si nous, Américains, apprenons à vivre selon nos moyens, nous dégagerons des ressources dont d'autres pays ont besoin pour nourrir, habiller et loger leurs populations. L'idée selon laquelle la réduction de notre consommation aurait des effets négatifs sur les autres nations n'est qu'un exemple de plus de la logique déformée d'une économie fantôme.

4. *Une politique fiscale pour la classe moyenne*. Les élites financières au pouvoir, profitant du fait qu'elles contrôlent la politique fiscale, ont conduit une guerre de classes qui a décimé la classe moyenne étasunienne qui fut jadis le fleuron de notre société, et mené au désastre économique. Les marchés fonctionnent mieux quand le pouvoir économique est distribué équitablement et que les individus contribuent à la bonne marche de l'économie à la fois tant comme travailleurs que comme propriétaires. Les inégalités massives de revenus et de richesses ne peuvent qu'aboutir à la faillite des marchés et de la démocratie.

   Si l'on veut restaurer le tissu social et répartir les ressources réelles de façon à ce que soient satisfaits les besoins de tous, il faut recréer la classe moyenne en instaurant des politiques fiscales fondées sur l'équité. D'un point de vue moral, il semble logique que ceux dont la recherche effrénée du profit a créé le gâchis économique actuel supportent la plus grande part des frais de l'assainissement et du redressement nécessaires. Il est temps de remettre en vigueur les politiques qui ont créé la classe moyenne après la Seconde Guerre mondiale. Réinstaurer un impôt progressif, allant jusqu'à un prélèvement de 90 % sur les plus hauts revenus, par exemple, favoriser un accès responsable à la propriété et garantir un revenu décent pour tous les ménages. Personne ne pouvant prétendre, par droit de naissance, à une part plus grande de la richesse commune que n'importe qui d'autre, utilisons l'impôt pour recréer l'équilibre social au terme de la vie de chacun, un peu comme le Jubilé biblique qui consistait en une remise périodique des dettes et en la restitution des

terres à ses premiers propriétaires.

5. *Des entreprises responsables*. Les entreprises, dans une économie de marché, ne peuvent survivre sans bénéfices. Ce qui requiert de leur part l'acceptation d'un code de bonne conduite. Car c'est le service de la communauté, plus que le profit, qui constitue la légitimité fondamentale d'une société commerciale. Comme Wall Street l'a si clairement montré, le profit n'est en rien une mesure fiable de la contribution sociale.
   Les entreprises sont d'autant plus enclines à servir les communautés au sein desquelles elles sont implantées qu'elles sont à taille humaine et que leurs propriétaires éprouvent un intérêt actif pour leur fonctionnement, et qui va au-delà de la simple recherche du profit. La concentration du pouvoir économique se fait à l'encontre de la responsabilité publique, et aucune entreprise ne devrait être trop grosse afin que sa faillite reste possible [i-e l'Etat ne devrait pas être contraint d'intervenir financièrement pour éviter des dégâts sociaux considérables, comme il a dû le faire pour les banques]. La nouvelle économie fera largement usage de la loi antitrust pour démanteler en blocs distincts les firmes trop importantes, qu'ils vendront à des acteurs locaux de l'économie réelle. Il existe bien des manières de rassembler des ressources économiques sans passer par la création de concentrations de monopoles et la multiplication de propriétaires non occupants [se désintéressant de ce qu'il advient concrètement de leur propriété, que ce soit un immeuble ou une entreprise]. Notamment, tout ce qui est fondé sur l'esprit coopératif. Les propositions pour traiter l'effondrement économique ne prennent pas en compte le profond conflit de valeurs et d'intérêts qui se trouve au cœur de la crise actuelle. Rien n'est plus urgent que d'élargir et d'approfondir le débat pour déboucher sur des choix qui aillent bien au-delà que ce qu'on a mis jusqu'à présent sur la table.

Le monde que nous voulons

Le monde dont rêvent tous les hommes est un monde où les gens vivent heureux, mènent des vies productives en harmonie entre elles et avec la Terre. C'est un monde de démocratie et de classe moyenne sans les extrêmes de la richesse et de la pauvreté. Il se caractérise par des familles et des communautés fortes et stables où les relations se définissent au premier chef en termes de confiance et de sollicitude mutuelles. Chaque adulte y est à la fois un travailleur et un propriétaire. La plupart des familles possèdent leur maison et détiennent une participation économique dans l'économie locale.

Dans le monde que nous voulons, l'organisation de la vie économique se fait à l'image des écosystèmes sains enracinés localement, hautement adaptables et autosuffisants en matière d'alimentation et d'énergie. L'information et la technologie sont en accès libre, et le commerce entre voisins est juste et équilibré. Chaque communauté, région et pays s'efforcent de vivre selon ses moyens et dans le respect de son environnement. Les conflits se résolvent de manière pacifique et aucun groupe ne cherche à s'emparer des ressources des autres. S'il y a compétition, c'est pour l'excellence, non la domination.

Le krach a révélé l'étendue de la corruption du système financier de Wall Street et créé une extraordinaire ouverture pour le changement. Nous ne pouvons, cependant, attendre de la classe politique qu'elle conduise ce changement. Ce n'est pas un hasard si les administrations Bush et Obama, toutes différentes qu'elles soient, ont réagi à la déconfiture de Wall Street en renflouant ceux qui en étaient à l'origine plutôt qu'en lançant une restructuration radicale, et à terme inévitable, du système financier. Aucun président ne peut s'opposer à Wall Street sans un soutien populaire massif.

Pour aller de l'avant, nous, peuple des Etats-Unis, devons construire un puissant mouvement politique pour exiger la création d'une économie qui soit au service de nos enfants, de nos familles, de nos communautés de vie, et de la nature. Il faut commencer par démythifier l'argent et dénoncer clairement le mensonge selon lequel il n'y aurait pas d'alternative au système économique actuel. Puis agir, et reconstruire nos économies locales sur la base de principes de marché sains et appuyées par une action politique nationale pour transformer le système monétaire et élargir l'accès à la propriété. Jamais moment n'a été aussi favorable.

Reproduit avec la permission de *YES! Magazine*

Auteur : David Korten, cofondateur de Yes! Media, président du Forum des économies vivantes, membre du Club de Rome, et auteur d'ouvrages majeurs, notamment Quand les multinationales gouvernent le monde (Ed. Yves Michel) et Change the story, change the future : A living economy for a living Earth (non traduit).
Thématiques : Économie
Rubrique : Divers